

**MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE
PRESTATION INTELLECTUELLE**

(articles L. 2123-1 et R. 2123-1 à R 2123-7 du Code de la commande publique)

**DIAGNOSTICS DE REDUCTION DE LA
VULNERABILITE : HABITATIONS,
BATIMENTS PUBLICS ET ENTREPRISES**

Bassin versant Tarn aval (12-81-31)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

MAITRE D'OUVRAGE :

Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval
Abbaye St-Michel 81600 GAILLAC
05.63.41.30.90
secretariat@tarnaval.fr – 05.63.41.30.90

SUIVI TECHNIQUE DU DOSSIER :

Julie Rico
Chargée de mission inondations et risques naturels
inondation@tarnaval.fr – 06.40.49.82.58

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :

Le vendredi 5 juin 2026 à 12h00

TABLE DES MATIERES

1.	CADRE DE LA CONSULTATION	4
1.2.	Le PEP Tarn aval.....	4
1.3.	Contexte.....	4
1.4.	Objet de la consultation	6
2.	CONTENU DE LA PRESTATION	6
2.1.	Phase 1 : Préparation	7
2.2.	Phase 2 : Communication.....	8
2.3.	Phase 3 : Réalisation et suivi des diagnostics	8
2.4.	Livrables attendus	9
3.	PILOTAGE DU PROJET	10
3.1.	Conduite du projet	10
3.2.	Réunions	10
3.3.	Délais de réalisation	11
3.4.	Données et documents mis à disposition.....	11

1. CADRE DE LA CONSULTATION

1.2. Le PEP Tarn aval

Le bassin versant du Tarn aval s'étend sur 1907 km² depuis la confluence avec le Rance jusqu'à la confluence avec la Garonne et compte plus de 2 400 km de cours d'eau.

Face aux risques d'inondation par ruissellement et débordement de cours d'eau présents sur le territoire, le Syndicat Mixte du Bassin Versant Tarn aval met en œuvre un Programme d'Etudes Préalable (PEP) au Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur son bassin versant situé sur les départements de l'Aveyron (12), du Tarn (81) et de la Haute-Garonne (31).

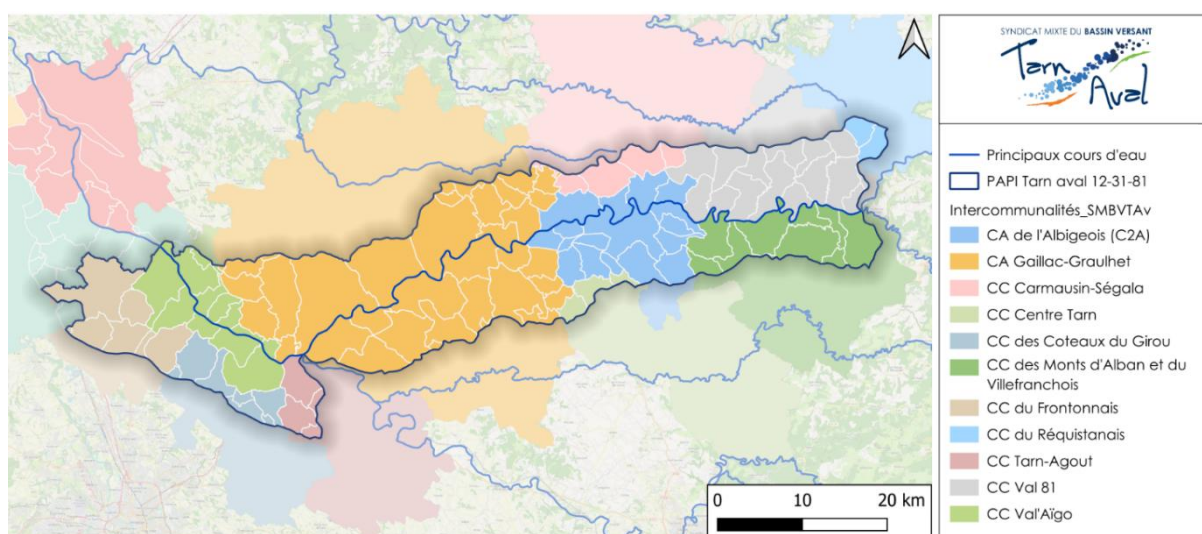


Figure 1 - Périmètre du PEP Tarn aval 12-81-31

La présente demande s'intègre dans cette démarche visant à adapter le territoire aux risques d'inondation et à leur évolution due au changement climatique, notamment en réduisant la vulnérabilité des biens et des personnes les plus exposées au risque.

Elle correspond à 3 fiches actions du PEP Tarn aval 12-81-31 :

- Fiche action 5.1 : Diagnostics de réduction de la vulnérabilité de maisons d'habitations
- Fiche action 5.3 : Diagnostics de réduction de la vulnérabilité d'établissements publics
- Fiche action 5.5 : Diagnostics de réduction de la vulnérabilité d'entreprises

Ces fiches actions sont annexées au présent CCTP.

1.3. Contexte

La zone d'étude correspond à l'ensemble du périmètre du PEP Tarn aval 12-81-31, soit 109 communes réparties en 11 ECPI. Le périmètre compte plus de 12 000 habitants en zone inondable (source : Enveloppe Approchée des Inondations Potentielles) par débordement du Tarn et de ses affluents, dont plus de la moitié sont situés dans les quatre communes suivantes : Albi, Saint-Sulpice-la-Pointe, Bessières et Villemur-sur-Tarn.

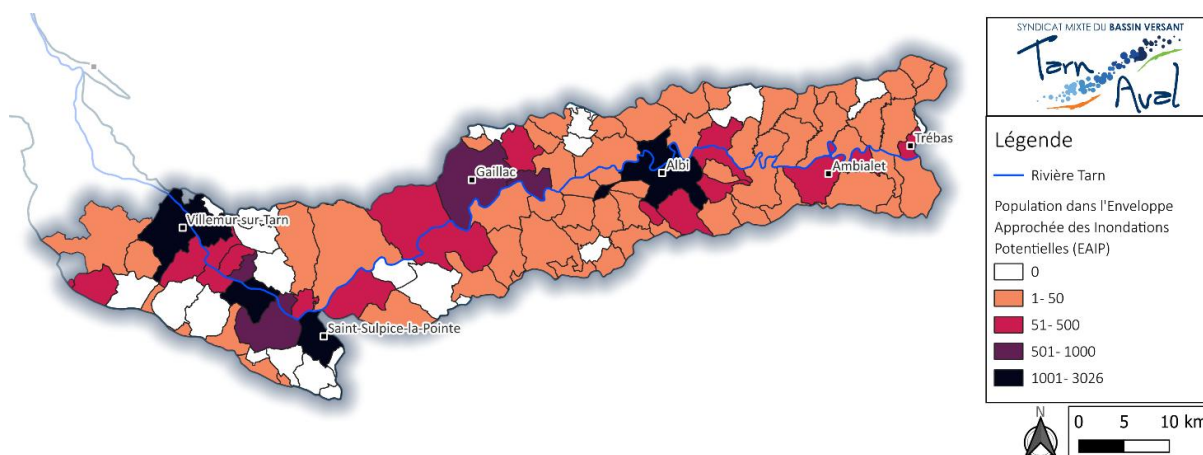


Figure 2 - Population dans l'Enveloppe Approchée des Inondations Potentielles (EAIP)

Un premier recensement des bâtiments a été réalisé lors du diagnostic approfondi du territoire mené dans le cadre de l'élaboration du PEP Tarn aval 12-81-31. En superposant le cadastre bâti (BD Topo IGN) et en considérant l'enveloppe d'une crue très fréquente (premiers débordements) à fréquente (5 à 15 ans) de la Cartographie Informative des Zones Inondables (CIZI), les cartographies ont permis d'estimer le nombre d'enjeux bâtis à environ :

- 600 habitations,
- 8 établissements publics,
- 40 entreprises

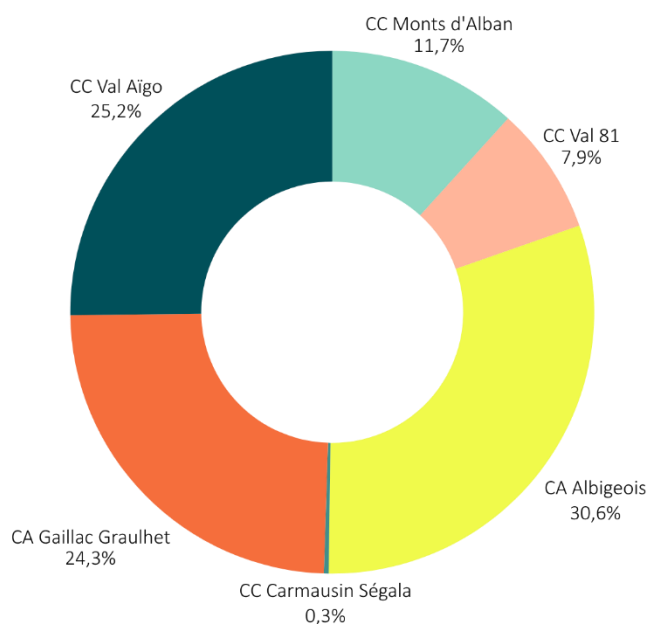


Figure 3 - Part des enjeux bâtis par EPCI

A noter que 3 établissements publics ont été identifiés comme prioritaires au regard de leur vulnérabilité face aux inondations par débordement de cours d'eau et/ou par ruissellement (2 écoles et 1 crèche). Concernant les habitations et les entreprises, aucun bâti n'a été particulièrement identifié. Par ailleurs, seules les entreprises de moins de 20 salariés sont concernées par cette prestation.

1.4. Objet de la consultation

La prestation demandée a pour but de répondre aux objectifs de l'axe 5 du PEP Tarn aval 12-81-31, à savoir la réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes. La mise en œuvre de ces actions permettra également d'améliorer la connaissance et la conscience du risque du territoire.

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une campagne de diagnostics de réduction de la vulnérabilité aux inondations pour des bâtiments du type habitation, établissement public dit « sensible » (école, établissement hospitalier...) et entreprise de moins de 20 salariés. Les enjeux bâtis ciblés seront prioritairement situés en zone inondable par une crue fréquente sur le périmètre du PEP Tarn aval 12-81-31. En fonction du nombre de demandes, le dispositif pourra être ouvert aux enjeux bâtis en zone inondable de fréquence plus faible.

Les objectifs qualitatifs de la campagne de diagnostics consistent à :

- Réduire la vulnérabilité des bâtis et des biens, en proposant des solutions techniques et organisationnelles pour protéger et limiter les dégâts, qui favoriseront un retour à la normale le plus rapide et facile possible,
- Réduire la vulnérabilité des personnes, en les informant sur le risque et sur les bons comportements à adopter pour leur sécurité,
- Convertir un maximum de diagnostics en phase de réalisation des travaux et aménagements préconisés.

Les objectifs quantitatifs de la campagne de diagnostics correspondent à la réalisation de :

- 50 diagnostics de type habitation,
- 5 diagnostics de type établissement public,
- 5 diagnostics de type entreprise.

Bien que cette mission dépende fortement de l'adhésion du territoire et des bénéficiaires quant à la réalisation des diagnostics, il est nécessaire que le prestataire soit en capacité de garantir la réalisation des objectifs quantitatifs cités précédemment, en respectant le temps imparti.

2. CONTENU DE LA PRESTATION

Le titulaire devra, pour chacune des phases et missions du présent marché, proposer une méthodologie détaillée, adaptée aux enjeux du territoire, ainsi que les outils nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Il veillera à assurer la cohérence d'ensemble de la mission, ainsi que la bonne articulation entre les différentes phases, notamment en termes de planning, de suivi et de restitution.

2.1. Phase 1 : Préparation

2.1.1. Analyse des données existantes

Le titulaire réalisera une analyse approfondie des données existantes, comprenant notamment les études hydrauliques disponibles (PPRI, études de bassin versant, etc.), ainsi qu'une liste prévisionnelle des propriétaires concernés.

Le titulaire procédera à une analyse critique de ces éléments, afin de :

- Vérifier la cohérence des données,
- Identifier les éventuelles lacunes ou incertitudes,
- Affiner le périmètre d'intervention.

2.1.2. Choix de l'aléa de référence

Le titulaire proposera un aléa de référence pour la réalisation des diagnostics, en cohérence avec les documents réglementaires et les études existantes.

Cet aléa pourra être :

- La crue du 2 et 3 Mars 1930, la crue de référence des PPRI de la rivière Tarn,
- À défaut, une crue de période de retour centennale (Q100),
- Ou tout autre événement pertinent identifié dans les études disponibles, notamment pour le ruissellement.

Le titulaire formulera un avis argumenté sur le choix de cet aléa et pourra proposer des ajustements ou compléments si nécessaire.

2.1.3. Définition d'une méthode de suivi du dispositif

Le maître d'ouvrage mettra en place un drive partagé, avec notamment un document tableur, qui permettra le suivi opérationnel du dispositif.

Le suivi devra couvrir l'ensemble des phases du projet :

- Le suivi de la phase de communication : échanges avec les propriétaires (demandes d'information, relances, refus, etc.),
- Le suivi de la phase de réalisation : l'avancement des diagnostics (prise de RDV, visite réalisée, rapport du diagnostic envoyé...), le nombre de diagnostics réalisés, le taux de prise de rendez-vous, etc.

L'outil de suivi devra être mis à jour hebdomadairement afin de garantir une vision actualisée de l'avancement de la mission.

2.2. Phase 2 : Communication

2.2.1. Définition et mise en place d'un plan de communication

La mise en œuvre du plan de communication, dont l'objectif est d'informer les propriétaires concernés et de favoriser leur adhésion au dispositif, sera à la charge du maître d'ouvrage.

Pour information, ce plan s'appuiera notamment sur plusieurs canaux de communication : une réunion de lancement avec les élus communaux, des articles dans les bulletins communaux et intercommunaux, la mise à disposition d'affiches/de flyers en mairie, de l'information sur les réseaux sociaux et sites internet des partenaires (Syndicat, EPCI, communes) et l'envoi d'un courrier aux propriétaires ciblés.

2.2.2. Suivi des demandes d'information et de rendez-vous

Le titulaire devra assurer une permanence (par téléphone et par mail) afin de suivre les demandes d'information et la gestion des prises de rendez-vous pour les diagnostics. Cette organisation devra permettre d'apporter des réponses aux premières sollicitations des habitants et d'orienter les demandes spécifiques si nécessaire.

Les modalités de fonctionnement de cette permanence seront précisées dans le mémoire technique.

2.3. Phase 3 : Réalisation et suivi des diagnostics

Le titulaire assurera la réalisation des diagnostics de vulnérabilité pour chaque bien identifié. Les besoins en topographie (côte NGF de la crue de référence au droit du bâtiment, hauteur de plancher...) seront à la charge du titulaire et devront être inclus dans la prestation.

Ces diagnostics donneront lieu à une visite sur site permettant d'analyser les caractéristiques du bâtiment, son exposition au risque d'inondation et les enjeux associés, notamment en termes de sécurité des personnes et de dommages potentiels. Au-delà de l'analyse technique, le titulaire adoptera une démarche de sensibilisation auprès des occupants afin de leur permettre de mieux appréhender le risque et de favoriser l'appropriation des mesures proposées.

Chaque diagnostic fera l'objet d'un rapport détaillé comprenant à minima :

- La description de l'aléa de référence et du scénario d'inondation retenus,
- La description des caractéristiques du (ou des) bâtiments,
- Le recensement des parties immergées et des dommages potentiels,
- L'analyse de la vulnérabilité vis-à-vis de la sécurité des personnes, du retour à la normal et des effets dominos, avec le degré de vulnérabilité le cas échéant. Une estimation des coûts et du temps de retour à la normal devra être précisée (nettoyage, travaux de réparation...),

Niveau	Degré de vulnérabilité	Conséquences du dommage sur la sécurité des personnes
0	Nul	Pas de dommage. Aucun risque pour la sécurité des personnes.
1	Faible	À l'origine d'un accident léger (contusions, choc, petite entorse).
2	Moyen	Source d' accidents plus conséquents (fractures légères,...).
3	Fort	Source d' accidents graves ou de mort (tableaux de répartition et de protection électrique inopérants, absence de zone hors d'eau en cas de montée brusque des eaux, etc.).

Niveau	Degré de vulnérabilité	Conséquences du dommage sur le retour à la normale
0	Nul	Pas de contrainte pour le retour à la normale.
1	Faible	Réparations nécessaires rendant le bâtiment indisponible pendant une durée de quelques jours .
2	Moyen	Réparations nécessaires rendant le bâtiment indisponible pendant une durée de plusieurs semaines (remplacement de la chaudière, etc.).
3	Fort	Réparations nécessaires rendant le bâtiment indisponible pendant une durée de plusieurs mois (remplacement des cloisons, réfection des installations électriques, etc.).

Figure 4 - Degré de vulnérabilité lié à la sécurité des personnes et au retour à la normale

- Une description détaillée (technique et financière) et la localisation des aménagements structurels et organisationnels préconisés. La méthode suivie (résister, céder, ou un mix des deux) devra être justifiée par rapport au scénario d'inondation retenu,
- Une estimation des gains, si les mesures préconisées sont mises en place, vis-à-vis de la sécurité des personnes, du coût et du temps de retour à la normale et des effets dominos. Cette partie servira d'analyse coûts-bénéfices (ACB) simplifiée, permettant de mettre en regard le coût des travaux et les coûts de remise à la normale et les dommages sur la sécurité des personnes évités.

Le titulaire devra s'appuyer sur l'arrêté du 23 septembre 2021 relatif aux travaux de réduction de la vulnérabilité éligibles au financement par le fonds Barnier dans le cadre d'un PAPI. Chaque préconisation devra ainsi être associée à une catégorie de travaux définie par cet arrêté et justifiée techniquement.

Les rapports seront transmis au maître d'ouvrage et aux propriétaires dans un délai maximal d'un mois après la visite.

Un exemple de rapport de diagnostic, ainsi que les délais de transmission du rapport au propriétaire seront précisés dans le mémoire technique de l'offre.

2.4. Livrables attendus

Le titulaire remettra les livrables suivants à l'issue des différentes phases :

- Phase 1 :
 - Une note de synthèse avec l'analyse critique des données disponibles, ainsi que la description de la méthodologie validée par le MOA,
 - Un tableau de bord de suivi ou outil équivalent validé par le MOA.
- Phase 3 :
 - Les rapports complets des diagnostics de réduction de la vulnérabilité,

- Les levés topographiques (NGF) associés aux diagnostics réalisés,
- Le tableau de bord, ou outil équivalent, de suivi de l'avancement des diagnostics actualisé régulièrement,
- Un bilan quantitatif et qualitatif de la mission de réalisation de diagnostics au regard du plan de communication établi avec une analyse des actions réalisées, des difficultés rencontrées et une formulation de propositions d'actions correctives,
- Le cas échéant, les données au format SIG compatibles avec l'outil Qgis.

3. PILOTAGE DU PROJET

3.1. Conduite du projet

Le suivi de la prestation sera effectué par le SMBVTAv, maître d'ouvrage dans le cadre de ce marché. La composition du comité de pilotage est détaillée ci-dessous :

- Elus SMBVTAv,
- Techniciens SMBVTAv,
- Direction Départementale des Territoires du Tarn (DDT 81),
- Région Occitanie,
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Tarn (CCI 81) et de Haute-Garonne (CCI 31),
- Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Tarn (CMA 81) et de Haute-Garonne (CMA 31).

Ce COPIL contribue aux échanges et à orienter le travail pour l'avancement du projet ainsi qu'à la validation des étapes du présent marché. Il pourra être élargi à toute personne jugée pertinente en fonction des étapes mises en œuvre.

3.2. Réunions

Le titulaire assurera l'animation des diverses réunions. Il préparera les documents de présentation nécessaires à chaque réunion et sera chargé d'établir un compte rendu de chaque réunion de travail à laquelle il participe.

A destination du comité de pilotage, le titulaire prévoira les **2 réunions** suivantes :

- Réunion de lancement (**présentiel**) afin de fixer le cadre de l'étude, le planning, la méthode de travail. Les élus communaux et intercommunaux seront également conviés à cette réunion,
- Réunion de bilan de l'opération.

Des réunions intermédiaires de travail, en visioconférence, pourront être demandées au besoin (voir DPGF/BPU/DQE).

3.3. Délais de réalisation

La date limite de réalisation de cette prestation est fixée au 30 septembre 2027 (fin prévisionnelle du PEP Tarn aval 12-81-31). Le titulaire devra proposer un calendrier prévisionnel, en particulier pour la phase de préparation, la phase de réalisation dépendant des retours des riverains.

3.4. Données et documents mis à disposition

Le titulaire pourra consulter les documents suivants qui seront mis à sa disposition :

- Cartographie et zonage règlementaire du PPRI Tarn amont,
- Cartographie et zonage règlementaire du PPRI de l'Albigeois,
- Cartographie et zonage règlementaire du PPRI Tarn aval,
- Cartographie des Zones Inondées Potentielles (ZIP),
- Cartographie Informatrice des Zones Inondables (CIZI),
- Liste des propriétaires en zone inondable pour des crue fréquentes (source : CIZI).